

ENJEU SÉCURITÉ - Attentats, élections, Jeux Olympiques : quatre questions

1- La police allemande a neutralisé récemment un homme avec une hache près d'une fan zone à Hambourg. La veille, elle abattait un réfugié afghan ayant agressé des fans de football. Les islamistes pourraient-ils favoriser l'arrivée du RN au pouvoir par des attentats en France, poussant le pays en campagne électorale, à la guerre civile et au chaos ? Pour leur propagande et leur visibilité internationale, des terroristes voudront-ils cibler la France lors des JO ? Notre pays est-il exposé au double risque des JO et les élections législatives ?

L'ÉVALUATION de risques aussi grave que ceux d'un massacre lors d'un épisode électoral majeur, ou de Jeux Olympiques, revient à poser un diagnostic. Cela nécessite de l'expérience bien sûr, mais aussi du sang froid ; surtout, d'éviter de prêter à des Djihadistes à la culture et aux réflexes fort différents des nôtres, un quelconque appétit pour nos fantasmes politiques nationaux... faire-le-jeu-de... favoriser ceci ou cela... Pousser tel ou tel pays dans je ne sais quelle guerre civile.

Reprenons donc sérieusement le schéma des risques par le début :

- Risque N°1 : clairement, le cas en Allemagne ces jours-ci. Un individu fragile, souffrant de pathologies mentales ("J'ai entendu des voix"), ou n'ayant pas supporté le transfert violent d'une culture rigoriste-médiévale au monde post-moderne, "décompense" en frappant à l'arme blanche des passants, en public, dans les transports, etc. C'est quasi inévitable, on peut juste réduire le risque en mobilisant, le temps d'un épisode politique ou sportif, des forces de réaction rapides, commandos, SAMU, SMUR, etc. Mais s'ils suscitent des victimes, de tels actes, certes désolants, ne sont pas stratégiques.

- Risque N°2 : Un attentat structuré, organisé, prémédité, frappant l'opinion mondiale par un carnage. Exemple récent, celui du Crocus, salle de concert voisine de Moscou par un commando armé (± 145 morts et 450 blessés). Pas même besoin ici de vrais fanatiques. Ceux de Moscou sont plutôt des mercenaires ou des desperados, attaquant gavés de drogues stimulantes (Captagon, surnommé "drogue du courage"). Ce risque-là est sérieux en Europe et démontre que désormais, les champs de bataille, des confins de la Mer Noire (Russie-Ukraine) au Moyen-Orient (Zone d'Idlib, entre Turquie et Syrie) n'en forment plus qu'un.

Retour quelques années plus tôt - justement à Idlib.

Voici *Ajnad al-Kavkaz* ("Les Soldats du Caucase") redoutable *katiba* djihadiste d'abord tchéchène, mais incluant aussi des Ingouches, Daghestanis, Tcherkesses, Ossètes, etc.



**Bannière
d'Ajnad al-
Kavkaz**

Vers 2015-2020, en Syrie-Irak, ces "Soldats du Caucase" sont affiliés à *Hayat Tahrir al-Sham*, filiale locale d'al-Qaïda. Chassés d'Irak, ils affluent autour d'Idlib au nord de la Syrie, sous contrôle turc, encerclés par l'armée syrienne, Wagner, etc. Or au printemps 2022 "on" les envoie en Ukraine, pour suivre le djihad contre l'ennemi russe. L'émir d'*Ajnad al-Kavkaz*, Rostam Azhiev (Nom de guerre : "Abdelhakim al-Shishani") dirige sa katiba vers le front de Bakhmut. Notons ceci : transfert bien sûr impossible sans logistique turque et, s'agissant de moudjahidine aussi aguerris, sans feu vert des services spéciaux occidentaux.

On tente de réitérer l'envoi des moudjahidine étrangers au djihad afghan, vers 1980 : mobiliser alors des islamistes, les encadrer et envoyer combattre une Union soviétique qui à la fin, fuit l'Afghanistan et s'effondre. Mais cette réédition prévue avec Abdelkarim al-Shishani échoue : l'artillerie lourde russe écrase le front, zizanie avec les Ukrainiens. Des djihadis caucasiens tombent en masse, d'autres désertent ; Abdelhakim al-Shishani et le reste de sa katiba retrouvent la nasse d'Idlib en juin 2023 - moins les déserteurs.

Voilà le problème crucial pour l'Europe : ces déserteurs d'Ajnad al-Kavkaz, combien et où sont-ils ? D'Ukraine, passer en Europe orientale puis à Paris, est enfantin. Entre l'Ukraine et l'Union européenne, s'étend l'infini dédale de la chaîne des Carpates, 200 000 km², sans points de contrôle sérieux. En Ukraine abondent des filières exfiltrant des déserteurs loin du front. Ces trafiquants sont vénaux : infiltrer dans l'UE de l'ecstasy, de futures prostituées, des déserteurs ou des terroristes, peu leur chaut.

2- Le risque terroriste est-il celui d'un djihad organisé type Bataclan ou de loups solitaires chauffés par les discours sur l'islamophobie, notamment repris par les ONG pro-migrants ?

Comme vu ci-dessus, les deux périls existent ; le cas pathologique excité par l'ambiance politique (législatives) ou sportive (JO) ; et l'attentat type "Crocus", lui, stratégique et ravageur pour l'État qui le subit.

3- Y a-t-il un risque d'opérations « troubles » type attentat de Moscou pour la période des JO et des élections législatives ? Qui sont vraiment les commanditaires de telles opérations même si cela se déroule comme un attentat islamiste ?

Le risque est indéniable. Toute entité terroriste du Moyen-Orient survivant plus qu'un semestre, pas de contre-exemple connu, passe forcément sous la coupe d'un État qui dès lors, en use comme "Pitbull" : parfois, l'État défait sa laisse et l'envoie mordre un ennemi. Un jour tragique, un de nos ministres glosa qu'en Syrie, al-Qaïda faisait du bon boulot (contre le régime Assad). Depuis lors, les experts avertis des règles du terrorisme moyen-oriental ne peuvent rejeter l'idée que les attentats du 13 novembre 2015 furent un "match retour" obéissant aux règles strictes de la stratégie indirecte... Attention à ne tirer les moustaches du tigre que quand celui-ci est bien en cage...

4- Y a-t-il un risque d'un attentat potentiel en France commis par des hommes envoyés par le Hamas ; risque ayant inquiété divers services de renseignement dont ceux de l'Allemagne ?

Le Hamas, c'est les Frères musulmans. Dans des camps des milices du Liban, Ils ont croisé des adeptes du terrorisme international, mais à ce jour, ne l'ont jamais pratiqué eux-mêmes. ■